

Nice, le **04 AOUT 2025**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société ARIANEO

33 boulevard de l'Ariane 06300 NICE

Arrêté préfectoral de mise en demeure

n° 940

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- VU** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 17193 du 11 mai 2023 autorisant la société ARIANEO à exploiter ses installations situées 33 boulevard de l'Ariane à Nice ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2025_99 du 22 mai 2025 consécutif à un contrôle effectué le 6 février 2025, ce rapport ayant été transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** la réponse formulée par l'exploitant par courriel du 17 juin 2025 ;

- CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 6 février 2025, l'inspection a constaté que le rapport d'analyse des gaz en sortie de la chaudière de secours en fonctionnement présentait une vitesse d'éjection de 6,4 m/s ce qui est inférieur à la vitesse minimale d'éjection prescrite à l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2023 susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que par courriel du 17 juin 2025, l'exploitant a transmis un nouveau rapport d'analyse des gaz démontrant le respect de la vitesse minimale d'éjection prescrite par l'arrêté d'autorisation du 11 mai 2023 susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 6 février 2025, il a été constaté que l'exploitant n'a pas réalisé dans le délai prescrit l'étude sur la configuration actuelle des réseaux et de l'installation de traitement interne des effluents liquides telle que prescrite à l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2023 susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant a indiqué dans son courriel du 17 juin 2025 son engagement à transmettre cette étude dans le délai prévu au projet d'arrêté ce qui ne permet pas de lever la prescription ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant a présenté lors de la visite du 6 février 2025 un rapport d'analyse des eaux pluviales réalisée au mois de mars 2024 montrant un dépassement de la valeur limite sur le paramètre MEST ;

CONSIDÉRANT	que l'exploitant a transmis dans son courriel du 17 juin 2025 un nouveau rapport d'analyse concernant une analyse d'eaux pluviales antérieure à la visite, démontrant une valeur mesurée pour le paramètre MEST conforme et qui par conséquent ne permet pas de démontrer un retour à la normale pour ce paramètre après la visite d'inspection ;
CONSIDÉRANT	que l'exploitant ne satisfait pas aux obligations de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé relatives à la télédéclaration des données de surveillance des rejets aqueux (portail GIDAF) ;
CONSIDÉRANT	que l'exploitant a indiqué dans son courriel du 17 juin 2025 son engagement à procéder à la télédéclaration de ses données sur le portail GIDAF dans le délai prévu au projet d'arrêté ce qui ne permet pas de lever la prescription ;
CONSIDÉRANT	que l'exploitant s'était engagé dans un courrier de 2019 à maintenir la surveillance des paramètres cadmium, mercure et nonylphénols qui sont visés par un objectif de suppression et à proposer une étude technico-économique de réduction afin de répondre aux dispositions de l'article 29 de l'arrêté du 20 septembre 2002 susvisé ;
CONSIDÉRANT	que cette étude a été transmise en date du 26 juin 2025 ;
CONSIDÉRANT	que cette étude ne concerne plus que les paramètres cadmium et mercure, le paramètre nonylphénols n'étant plus détecté dans les rejets comme le prouvent les rapports d'analyses réalisées en 2017 transmises par l'exploitant dans son courriel du 17 juin 2025 ;
CONSIDÉRANT	que l'exploitant n'assure pas la surveillance dans ses rejets d'eaux industrielles de certains paramètres listés au paragraphe 3 de l'annexe IV de l'arrêté du 20 septembre 2002 susvisé, à savoir les paramètres quinoxifène, heptachlore, époxyde d'heptachlore, aclonifène, bifénox, cybutryne et cyperméthrine alors qu'aucune décision ni rapport de l'inspection n'a acté préalablement la suppression de la surveillance ;
CONSIDÉRANT	que l'exploitant a indiqué dans son courriel du 17 juin 2025 que ces substances ne sont pas susceptibles d'être émises par un incinérateur d'ordures ménagères et que seule une analyse antérieure ponctuelle des substances quinoxifène, heptachlore, époxyde d'heptachlore réalisée en 2017 a été présentée ;
CONSIDÉRANT	qu'aucune analyse des substances aclonifène, bifénox, cybutryne et cyperméthrine n'a été réalisée par l'exploitant et que seule une analyse ponctuelle a été réalisée en 2017 pour les substances quinoxifène, heptachlore, époxyde d'heptachlore ce qui ne permet pas de confirmer que les flux émis pour ces substances sont inférieurs aux seuils à partir desquels une surveillance est exigée à l'article 29 de l'arrêté du 20 septembre 2002 susvisé ;
CONSIDÉRANT	que seule une campagne d'analyses mensuelles sur une période de 6 mois permet d'acter la présence ou non de substances dans les rejets d'eaux industrielles sur la durée ;
CONSIDÉRANT	<p>que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cela que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'étude relative à la séparation des réseaux doit permettre de s'assurer que les eaux non polluées ne soient pas mélangées avec des eaux pluviales polluées (interdiction de dilution) et que d'une manière générale les eaux pluviales reçoivent un traitement adapté avant leur rejet au milieu naturel ; • le dépassement observé sur le paramètre MEST dans les rejets d'eaux pluviales implique une pollution du milieu naturel ; • l'absence de transmission des données d'autosurveillance des rejets aqueux ne permet pas de suivre les éventuels dépassements de valeurs de rejet ; • l'absence de remise de l'étude technico-économique de réduction du cadmium et du mercure visés par un objectif de suppression ne permet pas de s'assurer que la réduction maximale de l'émission de ces substances est recherchée ;

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, en application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le même délai de deux mois.

Le tribunal administratif de Nice peut être saisi d'une requête déposée via l'application Télérecours Citoyens accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>.

Article 4. Publicité et exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société ARIANEO et publié sur le site internet des services de l'État dans les Alpes-Maritimes pendant une durée minimale de 2 mois conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Une copie du présent arrêté sera adressée :

- au secrétaire général de la préfecture,
- aux maires de Nice et Saint-André-de-la-Roche,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
La Sous-Préfète, directrice de cabinet
DS 4922

Aurélien LEBOURGEOIS

- l'exploitant ne suit pas les émissions de certaines substances dans ses rejets d'eaux industrielles qui sont susceptibles de rejoindre le milieu naturel si elles ne sont pas traitées ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il y a lieu de mettre en demeure la société ARIANEO de respecter les prescriptions des articles 3.2.1 et 3.7.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2023, de l'arrêté du 28 avril 2014 ainsi que de l'article 29 de l'arrêté du 20 septembre 2002 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

ARRÊTE

Article 1.

La société ARIANEO, dont le siège social est situé 33 boulevard de l'Ariane à Nice, est mise en demeure, pour son installation implantée à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes :

- article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2023 susvisé, en transmettant sous deux mois l'étude sur la configuration actuelle des réseaux et de l'installation de traitement interne des effluents liquides visée à cet article ;
- article 3.7.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2023 susvisé, en présentant sous trois mois un rapport d'analyse annuelle du rejet d'eaux pluviales affichant un résultat conforme sur le paramètre MEST ;
- arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé, en transmettant les données d'autosurveillance des rejets d'eaux industrielles et d'eaux pluviales au portail GIDAF :
 - sous un mois pour ce qui concerne les années 2024-2025 ;
 - sous six mois pour ce qui concerne la période du 1er janvier 2015, ou débutant à la date de reprise de l'installation par l'exploitant actuel (septembre 2021), à l'année 2023 incluse ;
- article 29 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé, en :
 - transmettant sous deux mois un rapport d'analyse des rejets d'eaux industrielles portant sur les substances quinoxylène, heptachlore, époxyde d'heptachlore, aclonifène, bifénox, cybutryne et cyperméthrine ;
 - suivant mensuellement pendant six mois les substances quinoxylène, heptachlore, époxyde d'heptachlore, aclonifène, bifénox, cybutryne et cyperméthrine ; l'exploitant adaptera à l'issue de cette campagne la fréquence de surveillance de ces paramètres qui ne pourra être supprimée que si les six analyses mensuelles successives de ces paramètres démontrent que les seuils de flux déclenchant a minima une surveillance trimestrielle ne sont pas atteints ;
 - transmettant sous deux mois des éléments attestant qu'elle a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression de ces substances, dans le cas où les substances quinoxylène, heptachlore, époxyde d'heptachlore seraient détectées à l'occasion de la réalisation de l'une des six analyses.

Article 2.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3. Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.